



Paris, le 9 février 2009

Monsieur Michel Barnier
Ministre de l'Agriculture et de la Pêche
Cabinet
78 rue de Varenne
75349 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

La tempête Klaus a durement frappé la forêt dans le sud de la France et particulièrement dans le massif de pin maritime des Landes de Gascogne. Les forêts communales n'ont pas échappé au sinistre : lors du déplacement que j'ai effectué dans les Landes vendredi 6 février, j'ai vu des paysages désolés et j'ai rencontré des élus très marqués par ces nouveaux chablis et inquiets de leurs conséquences tant sur le budget de leur commune que sur la voirie communale et, plus largement, sur le devenir de leur forêt.

Je voudrais reprendre ici leurs principales préoccupations et vous demander votre appui pour la mise en place de solutions susceptibles de rassurer les élus des communes forestières, de les remotiver et de restaurer ces forêts dévastées.

Dans cette situation de crise, où la présence des techniciens forestiers sur le terrain est particulièrement indispensable aux côtés des élus des communes forestières, la qualité du maillage territorial de l'Office national des forêts se révèle dans toute son ampleur : les maires attendent des agents patrimoniaux de l'office un appui technique, des inventaires et constats, des conseils et propositions leur permettant d'envisager un avenir après la tempête. Je renouvelle ma crainte que, face à la situation budgétaire difficile que j'évoquais devant vous le 7 novembre lorsque vous m'aviez reçu ainsi que les membres du Bureau de la FNCOFOR, l'ONF ne soit amené à appauvrir ce maillage territorial et à réduire la qualité du service du régime forestier qu'il doit aux communes forestières.

Le plan « tempête » en cours d'élaboration et dont certaines pistes très pertinentes – notamment l'organisation de la sortie des bois par un nombre limité d'opérateurs sur la base d'un cahier des charges et d'un prix minimum- ont été présentées le 5 février lors de la réunion de travail présidée par votre directeur de cabinet Michel Cadot, va contenir différentes mesures en vue du nettoyage des parcelles et de la reconstitution des forêts, de l'exploitation, du transport, du stockage, de la commercialisation et de l'exportation des bois : les problèmes sont multiples, le plan devra mettre en place les moyens de l'action appropriés.

.../...

Je tiens cependant à souligner un point très important, celui de la voirie communale ou départementale : les engins de débardage et de transport des bois vont inmanquablement occasionner de graves dégâts aux pistes et routes qu'ils vont emprunter et dont la plupart relèvent du domaine de la commune ou du département. Le plan devra prévoir une ligne spécifique pour financer la restauration de cette voirie.

Comme en 2000, les communes forestières sont immédiatement confrontées à la question de la construction d'un budget en équilibre. Les maires que j'ai rencontrés m'ont expliqué qu'à hauteur de 35 à 45% selon le cas, les recettes de leur budget provenaient de la forêt communale : que faire lorsque cette recette disparaît avec la destruction à 60 ou 80% de leur patrimoine forestier ? Il est donc tout à fait indispensable de rétablir le dispositif d'aides budgétaires aux collectivités forestières sinistrées par la tempête mis en place dès 2000 par le Ministère de l'Intérieur.

La solidarité conduira sans doute aussi, comme au lendemain des tempêtes de 1999, bon nombre de communes forestières à geler leurs coupes de bois ou à différer les ventes qu'elles avaient programmées dans l'objectif d'éviter de mettre sur le marché du bois frais qui viendrait en concurrence avec les chablis. Ceci ne sera possible qu'avec le rétablissement du dispositif de prêt à taux bonifié et à remboursement différé.

Je souhaiterais enfin, sans anticiper sur le plan de relance annoncé par le Président de la République, qu'un dispositif soit mis en place dans le but d'aider les communes des secteurs sinistrés qui le pourraient au regard de leur situation budgétaire à faire le choix du bois dans leurs projets énergie et construction : outre la valeur d'exemple et d'entraînement qu'auraient ces projets ainsi installés dans ces territoires meurtris, ils contribueraient bien sûr à l'utilisation locale des bois abattus par la tempête. Un soutien spécifique de l'ADEME pourrait notamment être alloué à ces projets.

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, de l'engagement que vous avez manifesté dès le premier instant pour manifester la solidarité de l'Etat dans ce nouveau sinistre qui frappe la forêt française et la communauté forestière. Je suis convaincu que le plan tempête sur lequel vous-même et vos services travaillez, dans le cadre d'une démarche à laquelle vous associez l'ensemble des professionnels de la filière forêt bois, sera à la hauteur des enjeux et saura apporter les solutions adaptées.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Jean-Claude Monin
Président